

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 29 mars 1966

La séance est ouverte à deux heures et demie.

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

MOTION VISANT À ACCORDER LA PRIORITÉ
AU DÉBAT SUR LA PEINE CAPITALE

L'hon. G. J. McIlraith (ministre des Travaux publics): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander de nouveau le consentement unanime pour présenter un ordre de la Chambre portant qu'aujourd'hui, l'ordre n° 66, sous la rubrique des avis de motion émanant des députés, devrait avoir la priorité sur les ordres du jour inscrits au nom du gouvernement et les mesures d'initiative parlementaire jusqu'à sept heures. Je demande le consentement unanime de la Chambre pour cette motion.

Des voix: D'accord.

M. l'Orateur: La Chambre y consent-elle à l'unanimité? La présidence n'a pas entendu le député d'York-Humber.

M. Cowan: Je m'oppose au consentement unanime.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'INDE—DEMANDE D'AIDE SUPPLÉMENTAIRE

A l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures une question qui se rattache à l'annonce faite en fin de semaine par le président des États-Unis et selon laquelle des mesures énergiques vont être prises pour donner une aide économique à l'Inde, vu ses besoins impérieux et sans cesse grandissants.

Même si le Canada a déjà augmenté son aide à l'Inde, le gouvernement a-t-il songé, au cours des derniers jours, à l'aider encore davantage, pour répondre à une situation qui serait grave selon ceux qui ont récemment visité ce pays? Je me suis entretenu de la question avec M. Stursberg, qui vient de passer environ un mois en Inde; il m'a dit combien la situation économique est grave et dangereuse, même menaçante, à cause de la pénurie de denrées alimentaires.

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): En effet, comme le très honorable représentant vient de le dire, monsieur l'Orateur, la situation en Inde est critique.

Nous avons annoncé plus tôt cette année l'institution d'un programme de 25 millions. Vendredi dernier, ou peut-être jeudi, j'ai annoncé un autre programme d'assistance à l'Inde d'environ 56 millions. Par conséquent, le montant global de notre programme d'assistance alimentaire à l'Inde, comprenant un million de tonnes de blé, aura une valeur d'environ 70 millions pour l'année civile en cours.

Le haut-commissaire de l'Inde m'a dit, il y a à peine une heure, que cela représente une assistance importante que son pays accepte avec gratitude. Je crois que mon très honorable ami se rend compte que les montants mentionnés représentent une assistance très importante qui aidera à faire face à cette grave situation.

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, le ministre a mentionné que l'assistance comprendrait notamment l'envoi d'un million de tonnes de blé. Le Canada paiera-t-il le transport de ce blé? Dans la négative une telle contribution n'aiderait pas beaucoup l'Inde.

L'hon. M. Martin: Monsieur l'Orateur, j'ai pris note de cette observation et, avant de vous donner une réponse définitive, peut-être ferais-je bien d'examiner la question.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Une question complémentaire. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pourrait-il me dire si les recommandations faites par le gouvernement des États-Unis au cours des réunions que les ministres canadiens ont eues tout dernièrement avec les membres du cabinet américain ont provoqué l'annonce faite la semaine dernière au sujet de l'aide accrue à l'Inde?

L'hon. M. Martin: Monsieur l'Orateur, le premier ministre a annoncé à la Chambre, la veille de la réunion des représentants canadiens et américains, la décision d'accorder à titre d'aide à l'Inde une subvention supplémentaire. Tant le Canada que les États-Unis, puis-je ajouter, ont exhorté d'autres pays donateurs éventuels à reconnaître la situation difficile dans laquelle se trouve l'Inde.